

## Après 2015 et 2016 à 0% ...

## ON EN RESTE LÀ ?



À l'occasion de la négociation salariale, la direction de l'entreprise a échoué dans sa capacité à convaincre au moins 30 % des syndicats à signer un accord...

La direction refuse de poursuivre les négociations et unilatéralement elle impose + 0,7 % d'augmentation de la valeur du point au 1<sup>er</sup> février, ce qui correspond à **+ 0,65 % sur l'année...**



### Le compte n'y est (toujours) pas !

La CGT-RATP revendique notamment : + 3 % d'augmentation de la valeur du point par an pendant 6 ans, + 300 € pour tous immédiatement, + 10 points de grille pour les bas salaires...

Salaire statutaire brut	Mesure de la direction	+ 0,7 % au 01/02/17	Augmentation annuelle (avec 13 <sup>ème</sup> mois)	Revendications CGT-RATP	+ 3 % au 01/01/17	Augmentation annuelle (avec 13 <sup>ème</sup> mois)
		1.600 €	11,20 €		134,40 €	48 €
2.000 €	14,00 €	168 €	60 €	780 €		
2.500 €	17,50 €	210 €	75 €	975 €		
3.000 €	21,00 €	252 €	90 €	1.170 €		
3.500 €	24,50 €	294 €	105 €	1.365 €		

**La cgt a agi :**



**R**assemblement lors des négociations, des interpellations directes auprès de la direction.

**P**ublication d'un communiqué de presse et déposé d'un préavis de grève pour la journée du 28 février.

**P**ublication d'un tract rendant compte des négociations et appelant à l'action.



**R**assemblement au siège de l'entreprise et interpellation auprès de la direction générale afin d'obtenir la poursuite des négociations salariales,



**R**encontre des syndicats CGT, SUD et CFE/CGC (l'UNSA a refusé d'y participer), pour déterminer les initiatives communes à mettre en œuvre pour gagner à la poursuite des négociations,



**C**ourriers envoyés à la PDG, au STIF et aux ministères par CGT et SUD afin d'obtenir la poursuite des négociations salariales, l'UNSA a fait de même de son côté pour interpellier la PDG...

# Augmenter les salaires, C'EST POSSIBLE ET NÉCESSAIRE !

L'augmentation générale des salaires est non seulement une nécessité pour la relance de l'économie, elle est aussi une question de justice sociale au regard des milliards d'euros générés par notre travail et notre investissement au quotidien !

Il n'y a aucune raison objective de minorer ainsi nos salaires, c'est un choix politique, un choix qui consiste à contraindre de plus en plus la masse salariale au prétexte d'un environnement concurrentiel...

**TENTER DE CULPABILISER LES SALARIÉS SUR LEUR SALAIRE EST INDIGNE  
D'UNE ENTREPRISE PUBLIQUE COMME LA NÔTRE.**

**C'est oublier un peu vite combien nous apportons de richesses à la collectivité, par exemple en permettant l'investissement de plus de 8 milliards d'euros, dont 4,2 sur fonds propres de la RATP, pour le développement des transports en Ile de France.**

*C'est aussi oublier  
un peu vite que :*

**la RATP a participé :**  
à hauteur de 40 millions  
d'euros au financement du  
Pass Navigo à tarif unique,  
qu'elle a reversé plus de  
90 millions d'euros au STIF  
l'année dernière...

**c'est l'EPIC et donc le fruit  
de notre travail qui est  
dilapidé dans les filiales :**

70 millions d'euros  
pour Florence,  
5 millions d'euros à Macao,  
50 millions d'euros  
à Manchester ■■■

*Et maintenant ?*

**La CGT-RATP** propose à l'UNSA et à SUD qui, comme nous, ne sont pas signataires d'un accord au rabais, d'agir ensemble pour gagner la réouverture des négociations salariales 2017.

**La CGT-RATP** est disponible pour toute initiative afin de créer les conditions d'une mobilisation puissante des salariés permettant de gagner sur cette exigence et les revendications !

**La CGT-RATP** porte dès à présent au débat avec les salariés la question des suites à donner et propose de construire dans l'unité la plus large possible une nouvelle journée d'action et de mobilisation.

**La CGT-RATP** dénonce toute tentative de négociations par métier ou par catégorie de primes visant à augmenter artificiellement les rémunérations de certains au détriment de tous et du financement de notre protection sociale !

Pas d'avancée dans les négociations sans mobilisation,  
**pas de mobilisation sans des salariés unis  
et agissant pour le progrès social !**

